



Salaires : les mesures concrètes et urgentes restent toujours à négocier !

Lors de ce qui devait constituer la première séance de négociations salariales, ce 17 décembre, Eric Woerth a malheureusement confirmé la surdité du Président de la République et de son gouvernement aux légitimes exigences des personnels.

En effet, le ministre refuse tout dialogue sur la base des propositions portées unitairement depuis des mois par les organisations syndicales : maintien du pouvoir d'achat par une augmentation de la valeur du point et reconstruction de la grille indiciaire (amélioration des déroulements de carrières). En réponse, le ministre se crispe sur ses positions déjà exprimées antérieurement : selon lui, « le maintien » du pouvoir d'achat serait assuré par l'ancienneté et l'octroi de primes individualisées si nécessaire. La « progression » du pouvoir d'achat passerait par le paiement d'heures supplémentaires, la monétisation de comptes épargnes temps et de RTT.

2007 est passée aux oubliettes, ainsi que le contentieux 2000 / 2006. Eric Woerth n'a pas fait de proposition chiffrée, exercice qu'il reporte à la mi-janvier 2008.

La CGT a rappelé ses revendications sur l'augmentation de la valeur du point, le rattrapage des pertes intervenues de 2000 à 2006, le maintien du pouvoir d'achat sur 2007 avec une mesure dès le 1^{er} janvier 2008, et des dispositions concrètes et rapides au titre de 2008. Elle a réclamé une revalorisation des pensions et une conférence sur l'égalité professionnelle femmes - hommes. Enfin, elle a réitéré son hostilité aux suppressions d'emplois et son exigence de créations statutaires et qualifiées partout où le besoin s'en fait sentir.

Notre organisation a confirmé qu'elle ne se rendra à aucune concertation sur les heures supplémentaires et l'éventuelle monétisation des jours RTT et CET tant que des avancées significatives et concrètes ne seront pas actées sur les mesures salariales d'ordre général.

Pour la CGT, les véritables négociations – qui sont attendues par les personnels et qui étaient au cœur de la grande journée du 20 novembre – ne sont donc pas ouvertes.

Seule une nouvelle perspective de mobilisation des agents, unitaire et déterminée, peut permettre d'obtenir satisfaction.

C'est cette démarche que la CGT Fonction publique portera demain à la nouvelle rencontre unitaire.

Montreuil, le 17 décembre 2007